

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 23 avril 2025

DATE DE PUBLICATION : 30 avril 2025

*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – Mme TORRES - M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – Mme PERIERS – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. FAURE à Mme PERIERS
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

**ABSENTS ET EXCUSÉS :**

- Mme BAYRAM
- Mme CAYOUX
- M. OREN
- M. TAVARES
- M. TOUANE

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Motion sur le maintien à 100 % de la rémunération des agents de la collectivité placés en arrêt maladie ordinaire**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250506-DEL\_2025\_MOTION-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2025

**OBJET :**  
**Motion sur le maintien à 100 % de la rémunération des agents de la collectivité placés en arrêt maladie ordinaire**

**Service** : Cabinet du Maire

**Affaire suivie par** : Isabelle BLANCHET

**Mme HEUGUES :**

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et des Régions,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant disposition statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé maladie ordinaire ou en congé maladie,

Considérant que le décret susvisé vise à établir à 90 % le taux de remplacement du traitement pour les périodes d'arrêt maladie ordinaire pour lesquels le traitement était maintenu intégralement avant l'intervention de ce texte,

Considérant que le Conseil Commun de la Fonction Publique (CCFP), collèges employeurs des collectivités locales et représentants du personnel confondus, a rejeté ce projet de décret, début février 2025, les organisations syndicales pointant une « régression majeure » et une « dégradation des conditions de travail et de vie des agents publics »,

Considérant que de nombreux employeurs territoriaux ont réclamé que les collectivités puissent décider, si elles le souhaitent, de maintenir la rémunération à 100 % de leurs agents lorsque ceux-ci sont malades, comme cela se fait dans le privé,

Considérant que l'application de cette disposition consistant à établir à 90 % le taux de remplacement du traitement pour les périodes de congé maladie ordinaire pour lesquelles le traitement était maintenu intégralement avant l'intervention de ce texte, est particulièrement injuste socialement notamment pour les personnels de catégorie C,

Considérant que cette décision est brutale et qu'elle a été prise sans concertation,  
Considérant que l'application de ce décret jouera en la défaveur de l'attractivité de la Fonction Publique déjà malmenée par la mise en place des 1607 heures et l'abrogation de congés supra-légaux,

Considérant enfin que l'application de ce décret voulu par le gouvernement vise à fracturer encore plus une France qui est déjà en souffrance tant au niveau économique qu'au niveau social et que l'application de ce décret favorisera, au sein des équipes municipales, une division entre agents jeunes/agents âgés, agents malades/agents en bonne santé et nuira à la qualité du service rendu à la population,

Considérant de surcroît, que n'ayant pas été anticipé dans les travaux préparatoires à la mise en place des contrats de Prévoyance, cette disposition n'a pas été prise en compte par lesdits contrats.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**ENTENDU** les explications du rapporteur ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**DEMANDE** au gouvernement et au législateur de permettre à chaque employeur territorial de maintenir la rémunération des agents de la collectivité à 100 % en cas d'arrêt maladie.

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>28</b>	
Votes pour	<b>28</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

.....

POUR LE MAIRE EMPECHE, P  
LA 1<sup>ère</sup> ADJOINT

**Le Maire,**  
**Franck DEMAUMONT.**

**Mme Marie-Madeleine HELGUIS**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250506-DEL\_2025\_MOTION-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2025